



JOURNÉE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE LE 4 FÉVRIER 2021 ...

Le spectacle, le cinéma, l'audiovisuel et l'action culturelle dans la lutte !

Le gouvernement continue de gérer la crise à tâtons et en laissant sur le chemin beaucoup de travailleuses et travailleurs malgré les promesses contraires.

La gestion injuste et sans visibilité concernant les salles de spectacle et de cinéma rend très aléatoire et lointaine la possibilité d'une réouverture au public.

Dans le même temps, les travailleuses et travailleurs précaires de toutes les professions sont les principales victimes des décisions du gouvernement essentiellement destinées à soutenir le grand patronat et les dividendes des actionnaires.

Madame Bachelot n'apporte aucune réponse à nos propositions, largement partagées dans la profession, de financer les répétitions et résidences de création pour permettre de l'emploi direct.

Les travailleuses et travailleurs en CDD ne sont pratiquement pas couverts par l'activité partielle. Le gouvernement entend poursuivre sa réforme catastrophique de l'assurance chômage au régime général. La Ministre de la Culture souffle le chaud et le froid et ne garantit aucunement une prolongation juste et équitable de « l'année blanche » des intermittents du spectacle. Nous combattons des mesures limitées à quelques aumônes pour les « plus nécessiteux » comme cela en prend le chemin.

L'égalité femme/homme, censée être une priorité de ce quinquennat, recule dans les faits avec la crise. C'est pourquoi nous revendiquons entre autres la suppression des seuils d'accès à l'indemnisation des congés maternités, ainsi qu'aux congés maladie. La lutte contre les inégalités salariales, les violences sexistes et sexuelles, mérite mieux que des discours : nous voulons des actes !

L'ensemble de nos organismes sociaux est menacé par l'effondrement de la collecte basée sur la masse salariale : médecine du travail, complémentaire santé, congés spectacle...

L'activité des autrices et des auteurs, l'emploi des artistes et techniciens intermittents du spectacle sont en danger. Elle le serait encore plus avec les plans sociaux qui se préparent, menaçant y compris l'emploi permanent.

Après avoir retrouvé pendant la crise, contre son dogme néolibéral, les vertus du service public, E. Macron et son gouvernement comptent imposer une nouvelle cure d'austérité pour nous faire payer la dette du Covid : elle serait criminelle dans la santé, mais tout aussi dangereuse pour l'énergie, l'éducation, la Culture et l'ensemble des services publics.

Nos professions s'organisent à travers des actions spécifiquement liées à la catastrophe que vit le spectacle. Elles sont solidaires de l'ensemble du monde du travail, en particulier de la jeunesse, qui refuse de payer la crise économique, sociale et écologique, que ce gouvernement n'est pas capable de gérer.

C'est pourquoi la Fédération Cgt du spectacle, du cinéma, de l'audiovisuel et de l'action culturelle appelle l'ensemble des travailleuses et travailleurs de nos métiers à manifester partout en France le 4 février à l'appel de l'intersyndicale.

Les rendez-vous à Paris et en région seront rapidement communiqués sur nos sites et réseaux sociaux, rapprochez-vous également des Unions départementales et des syndicats.

Un préavis de 24 heures va être déposé pour le 4 février de zéro heure à minuit pour les établissements soumis à l'obligation.

Paris, 26/01/2021.